

# I'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

1 F Boite Postale 134, Paris-20'  
C.C.P. Humanité Rouge :  
N° 3022672 - LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE  
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME  
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

3<sup>e</sup> ANNEE N° 89  
JEUDI 21 JANVIER 1971

# NON A LA HAUSSE ! NON AU CHOMAGE ! A BAS LE CAPITAL !

La contradiction entre la bourgeoisie monopoliste et le prolétariat s'exacerbe.

Le pouvoir monopoliste poursuit son offensive contre la classe ouvrière. Les prix ne cessent de monter. Après les augmentations en ce début d'année : S.N.C.F. + 5,20 %, tarifs postaux, timbres-poste + 66 % en deux ans, journée d'hôpital + 11,20 %, télévision + 20 %, ce sont de nouvelles hausses sur les produits alimentaires.

Dès le 16 janvier, le pouvoir des monopoles augmente les viandes de boucherie de 0,20 F à 1 F par kilo, le lait de 1,31 centimes, le beurre de 23,60 centimes par kilo, et ne s'arrête pas en si « bon chemin » ; il prépare l'augmentation de l'huile de table, de la bière et, pour le printemps, la hausse des tarifs de la R.A.T.P. Il prend aussi la décision de satisfaire sa classe en majorant de 4 % le prix des automobiles pour le plus grand profit des capitalistes.

Pompidou a déclaré le 10 juillet 1969 dans sa conférence de presse : « ... Les entreprises françaises doivent gagner de l'argent, et, je le répète cela n'a rien à voir avec le problème social. »

Champin, P.D.G. d'Usinor de Denain-Nord-Est-Longwy, l'a confirmé au cours de l'assemblée des actionnaires, le 10 avril 1970, en avouant que le bénéfice d'exploitation, avant amortissement et impôts sociétés, est passé de 197 à 723 millions, soit près de 268 %. Une bagatelle ! pour ces vampires.

Cela montre bien, d'un côté profits pour la petite poignée d'exploiteurs, et, de l'autre misère, chômage pour les exploités.

La bourgeoisie monopoliste est amenée à reconnaître cette situation sociale, le chômage : « Un tel niveau n'a jamais été atteint en France depuis la guerre, ni en 1954, ni en 1959, ni même en 1968... » et elle note d'ailleurs que parmi les chômeurs beaucoup sont des jeunes.

600 000 chômeurs, peut-être plus, tel est le début du VI<sup>e</sup> Plan de la



A l'usine Batignolles de Nantes, la lutte de classes s'exacerbe (voir page 3 dans les luttes de la semaine).

« société nouvelle » des Pompidou, Chaban-Delmas. Ce dernier a fait un « appel » à Huvelin, président du Conseil national du Patronat français en lui demandant « ... d'offrir des emplois à de nombreux jeunes et à des chômeurs... ».

Assez de démagogie ! votre sys-

tème capitaliste est pourri jusque dans ses fondements, ce ne sont pas les révisionnistes et les réformistes qui vous sauveront, car la classe ouvrière démasque, et, démasquera encore plus ces agents de la bourgeoisie infiltrés dans le mouvement ouvrier qui signent des accords de collaboration de classe.

Passons à la contre-offensive dans la lutte de classe contre classe !

Arrachons la classe ouvrière au révisionnisme dans notre combat quotidien de lutte de classe.

Préparons la révolution prolétarienne !

Soyons les dignes fils des Communistes !



A TOUS NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS

# PASSONS A L'OFFENSIVE L'HUMANITÉ ROUGE VAINCRA! (8)

## LES VŒUX DE NORODOM SIHANOUK A L'H. R.

PEKIN : A L'HEBDOMADAIRE « L'HUMANITE ROUGE »

JE VOUS REMERCIE INFINIMENT DE VOTRE MESSAGE SI AMICAL DE NOUVEL AN ET VOUS PRIE D'AGREER EN RETOUR LES VŒUX QU'AU NOM DU PEUPLE KHMER ET DE SON FRONT UNI NATIONAL EN LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME AMERICAIN ET SES LAQUAIS POUR LE SALUT NATIONAL ET LA TOTALE LIBERATION DE LA PATRIE KHMERE ; ET EN MON NOM PERSONNEL JE FORME POUR LE SUCCES CONTINU ET GRANDISSANT DE VOTRE COURAGEUX HEBDOMADAIRE AU SERVICE DES LUTTES OUVRIERES, PAYSANNES ET ETUDIANTES ET DE L'AMITIE UNISSANT LES PEUPLES DE NOS DEUX PAYS, HAUTE ET CORDIALE CONSIDERATION.

NORODOM SIHANOUK



Norodom Sihanouk au côté du président Mao Tsé toung et du vice-président Lin Piao

## L'H. R. PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

Les abonnements constituent un soutien non négligeable à notre journal.

Mais comme il n'est pas toujours facile à un lecteur de payer 20 F ou 40 F d'un coup, nous avons décidé, il y a quelques semaines, de créer l'abonnement 3 mois pour 10 F, soit 13 numéros pour 10 F.

Etant moins cher, il présente l'avantage d'être plus à la portée des travailleurs. Il permet également aux marxistes-léninistes d'offrir un ou plusieurs abonnements à des amis ou des camarades qu'ils désirent gagner au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsetoung en s'aidant des explications et des arguments de notre hebdomadaire.

De nombreux travailleurs ont déjà souscrit de tels abonnements. Et nous nous en réjouissons. Toutefois on peut remarquer que la plupart d'entre eux proviennent de lecteurs isolés et que la tâche de souscription d'abonnements 3 mois n'a généralement pas été prise en mains par nos diffuseurs. Ils en ont sans doute sous-estimé l'importance politique et financière.

**Politique**, car c'est propager le marxisme-léninisme et la pensée-maotsetoung. **Financière**, car c'est soutenir notre H.R. plus particulièrement dans cette période de difficultés.

En avant pour le succès de la campagne d'abonnements 3 mois.

UNE FORMULE D'ABONNEMENT DE PROPAGANDE :  
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

### ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens politiquement « l'Humanité Rouge » dans son combat idéologique et politique en souscrivant un abonnement.

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	10 F	20 F	20 F
Adresse	6 mois	20 F	40 F	40 F
	1 an	40 F	80 F	80 F

Etranger : un an 120 F ; six mois 60 F.

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

## UN LECTEUR DES VOSGES :

Je suis heureux de trouver dans le n° 88 de « l'Humanité Rouge » la rubrique : Front Culturel prolétarien. Il est nécessaire que non seulement l'avant-garde mais aussi les larges masses se pénètrent de l'idéologie du prolétariat révolutionnaire : le marxisme-léninisme, afin que celle-ci devienne une force matérielle capable de transformer le monde comme nous l'enseigne le camarade Mao Tsé toung.

L'étude des écrits théoriques est une chose nécessaire mais il ne faut pas négliger la valeur de livres comme celui de Régis Bergeron ; la connaissance du développement historique du mouvement communiste est précieuse.

Il faut aussi insister sur des livres de prix plus réduits, comme les romans vietnamiens. Ils reflètent avec force les enseignements universels du marxisme-léninisme et présentent de façon vivante la réalité d'un peuple en lutte qui construit le socialisme. Je connais qu'un roman albanais « Le général de l'armée morte ». Son prix d'achat est plus élevé ; il est lui aussi extrêmement intéressant. Ces livres, j'en suis persuadé, peuvent de plus constituer un moyen de propagande efficace vis-à-vis de gens encore peu formés, idéologiquement « flottants ».

N'oublions pas non plus le rôle important que peuvent jouer dans la formation théorique les émissions de Pékin et de Tirana. Les éditoriaux sont toujours d'un important contenu idéologique, les Informations sur la Chine et l'Albanie rendent plus vivantes nos idées sur la réalité socialiste (que d'arguments pour les discussions !) et la connaissance de la situation internationale peut favorablement influencer, aider notre soutien aux luttes de libération.

**COMMANDEZ NOS  
AFFICHETTES BANDEAUX  
POUR FAIRE  
CONNAITRE  
L'HUMANITÉ ROUGE**

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Total précédent	35 635,70 F
C.D.H.R. (Versement de décembre)	Noisy-le-Sec	600 F
Des camarades	Nord	100 F
L.M.	Longjumeau	10 F
L.P.	Marseille	10 F
Un instituteur pour un syndicat rouge	Langeac	5 F
H.P.	Paris 20 <sup>e</sup>	10 F
C.D.H.R.	Toulouse	51,50 F
Un vétéran du P.C.F. pour la poursuite de notre idéal commun avec mes bons vœux pour 1971	Athis-Mons	200 F
C.A.M.L.	Paris 12 <sup>e</sup>	55 F
Un métallo	Toulouse	10 F
Un étudiant	Vincennes	5 F
Un lecteur	Paris	10 F
2 jeunes camarades	Saumur	4 F
A.D.	Menton	40 F
Un étudiant de la Faculté d'Assas	Paris	10 F
C.D.H.R. Port	Marseille	20 F
J.U.	Rouen	60 F
Un dessinateur industriel	Paris	3 F
Une sympathisante de Kalliste	Marseille	3 F
Anonyme	Rennes	10 F
M.P. (aéroport)	Nîmes	10 F
Un jeune travailleur des P.T.T.	Paris	5 F
Un couple ouvrier des H.L.M. Bourelly	Marseille	5 F
M.B.	St-Nazaire	20 F
C.D.H.R. (versement de décembre)	St-Maur	360 F
M. pour un H.R. organe de combat de la classe ouvrière	Montpellier	80 F
Anonyme	Paris 4 <sup>e</sup>	2 F
Un communiste marxiste-léniniste	Indre	60 F
C.D.H.R. Kalliste, H.R. vaincra !	Marseille	60 F
C.D.H.R. Censier	Paris	26 F
Un ouvrier pour un 12 pages !	St-Maur	10 F
2 marxistes-léninistes	Vosges	50 F
C.D.H.R.	Montpellier	25 F
Un groupe de sympathisants de Kallisté	Marseille	17 F
Un médecin parisien (versements périodiques)	Paris	1 000 F
	<b>Total général</b>	<b>38 584,20 F</b>

## COMMENT SOUSCRIRE A H.R.

En versant :

- Par mandat ou mandat-lettre adressé à « l'Humanité Rouge » - B.P. 134, Paris (20<sup>e</sup>).
- En timbre-postes (à notre B.P.).
- Par mandat directement versé sur notre C.C.P. (30226-72 La Source).
- Par chèque postal.
- Par chèque bancaire.

## « LÉNINE » DE J. STALINE

« Rappelez-vous, aimez, étudiez Ilitch, notre éducateur, notre chef.

Luttez et triomphez des ennemis intérieurs et extérieurs, comme le faisait Ilitch.

Edifiez la vie nouvelle, les nouvelles conditions d'existence, la nouvelle culture comme le faisait Ilitch.

Ne dédaignez jamais les petites choses dans le travail, car des petites choses naissent les grandes, c'est là un des préceptes essentiels d'Ilitch. »

(Introduction) J. STALINE

En cent page, Joseph Staline fait revivre dans ses immenses dimensions son maître et compagnon d'arme : LÉNINE.

Nul, plus que lui, n'était qualifié pour parler d'un homme dont l'œuvre transforma le monde :

En exaltant les qualités de LÉNINE, le camarade Staline trace du même coup avec sa pénétration géniale ce que sont les qualités du responsable bolchevique.

Ce recueil de quelques discours sur Lénine — parsemé de souvenirs familiaux — est, comme tous les écrits de Staline, une œuvre politique profonde servant la classe ouvrière en éclairant ses militants.

Aux éditions « Naim Frashéri » Tirana. Relié toile : 3,50 F + 1,25 F de frais de port au tarif ordinaire ou 2,50 F en tarif urgent.

A la librairie le Phénix, 72, bd de Sébastopol, Paris-3<sup>e</sup> ou par notre intermédiaire.



MARSEILLE :

LES TRAVAILLEURS DE VICHY-FERMIERE OCCUPENT L'ENTREPRISE

Depuis nos derniers articles, la lutte continue au dépôt de Marseille. Il est question que le dépôt soit vendu à un autre trust. 14 dépôts de la région, donc celui de Marseille, doivent être fermés, certains le sont déjà.

Les travailleurs s'y attendaient, ils s'y étaient préparés. Aussi dès l'annonce du licenciement collectif, ils pouvaient réagir. Les patrons l'avaient bien compris puisque mercredi 13, à l'issue du comité d'entreprise, alors que les travailleurs rassemblés manifestaient déjà leur mécontentement et leur volonté de lutte, les représentants de la direction pris de panique filaient en toute hâte.

Dans la nuit, quelques ouvriers rédigeaient le tract ci-contre.

Jeudi matin, tout de suite la grève puis l'occupation était décidée, les camions mis en travers des portes, les employés se joignaient aux ouvriers.

Le représentant de la C.G.T. tenta bien d'attaquer le tract en le traitant de « gauchiste », rien n'y fit. L'U.D.-C.G.T. conseilla de faire des arrêts de travail, les travailleurs continuaient d'occuper l'usine. Ce qui n'empêche pas « La Marseillaise » de vendredi matin de parler de la grève... sans parler de l'occupation.

Les ouvriers luttent contre les licenciements et pour une augmentation du salaire de 6 %. Les patrons apeurés qui proposaient 2 % vendredi, en proposaient déjà 3,5 % jeudi matin puis 4 % jeudi soir. Il est vrai qu'ils ne risquent rien d'accorder une augmentation de salaire si les licenciements ont lieu.

Mais les ouvriers sont décidés d'aller jusqu'au bout. La lutte continue.

Vendredi 15 janvier 1971.

Correspondant H.R.

TRACT :

CAMARADES,

Ce que nous sentions venir depuis quelques mois est arrivé !

Que ce soit tout de suite ou dans deux mois, c'est décidé :

LES PATRONS VEULENT NOUS JETER TOUS A LA RUE !

En plus ils se moquent de nous en refusant de nous donner la date exacte de notre licenciement.

Ce qui compte pour les patrons ce n'est pas le sort de nos familles c'est uniquement leurs profits ! Ils se foutent de savoir ce que nos enfants auront à manger !

Après s'être enrichis pendant des années sur notre dos, maintenant ils trouvent plus rentable d'aller placer ailleurs leur argent.

CE N'EST PLUS LE MOMENT DES PARLOTES ! NOUS DEVONS AGIR TOUT DE SUITE ! IL NOUS FAUT ALLER VITE ET FRAPPER FORT !

Sinon demain nous serons sans travail.

Les patrons ont peur, profitons-en ! Hier l'affameur venu de Paris a pris la fuite craignant notre colère et notre détermination.

PRENONS EXEMPLE SUR LES TRAVAILLEURS DE FERODO ET D'AUTRES ENTREPRISES QUI ONT SEQUESTRE LE PATRON ET SES CHIENS DE GARDE.

OCCUPONS LA BOITE !

NE REPRENONS LE TRAVAIL QU'APRES AVOIR ETE ASSURES QU'IL N'Y AURA PAS DE LICENCIEMENTS.

TOUS UNIS NOUS VAINCRONS !

DES OUVRIERS DE VICHY-FERMIERE

27 TRAVAILLEURS MAURITANIENS LICENCIES POUR AVOIR PROTESTES CONTRE LEUR EXPLOITATION

Paris, le 30-12-70

Camarades,

Je vous écris pour vous informer de la situation dans laquelle se trouvent 27 travailleurs immigrés Mauritaniens depuis plus d'un mois. Ils ont en effet été licenciés purement et simplement par leur patron pour avoir osé protester contre les conditions lamentables d'oppression et d'exploitation qui leur sont infligées. Parmi ces 27 licenciés, certains étaient soit à l'hôpital, soit en repos sanitaire. Bien sûr, cela ne l'a pas empêché de les renvoyer. Mais ce n'est pas là l'aspect le plus important de leur situation. Il n'est en effet pas surprenant qu'un patron traite de cette façon des ouvriers. Mais ce qui est plus grave encore, c'est l'isolement politique complet que leur fait subir la C.G.T. Ils appartiennent pour la plupart à la C.G.T. et ils ont beaucoup confiance en elle. D'autre part, ils ont beaucoup d'illusions sur la justice gouvernementale. Ces deux derniers facteurs sont exploités par la C.G.T. qui les isole complètement du champ de bataille. Elle prétend prendre leur affaire en main. Et elle les informe de temps à autre de son « avancement ». Je pense qu'il faut absolument lutter contre cette pratique trade-unioniste et complice de la bourgeoisie (...)

D'autre part, ces mêmes ouvriers sont menacés d'expulsion du foyer où ils habitent avec d'autres ouvriers immigrés. Tous les travailleurs qui s'y trouvent sont contre cette expulsion et ce d'autant plus qu'ils perdraient obligatoirement leur travail (ceux d'entre eux qui travaillent encore) parce que la situation géographique des foyers dans lesquels ils seront logés ne leur permet plus de travailler aux

mêmes endroits. Certains d'entre eux comprennent déjà, grâce aux discussions, la nécessité de s'organiser et de lutter.

Un lecteur

CHAUSSURES "ANDRÉ"

Des apprentis à 400 F par mois !

Etudiant, j'ai travaillé comme temporaire aux Chaussures André. La société compte 300 magasins, 6 usines et réalise de très gros profits. A la tête du magasin un gérant et une gérante, petits chefs à la solde du patronat, gouvernement en tyrans sur une trentaine de personnes. Les vendeurs (80 % féminin) sont payés à la guelte (la meilleure vendeuse gagne 900 F par mois). Ils (ou elles) sont souvent muté(e)s — la main-d'œuvre est jeune, les licenciements sont « chose courante » — la surexploitation est « justifiée » sous couvert d'apprentissage. Elles sont à la disposition des vendeuses pour la vente (les bénéfices sont pour la vendeuse). Elles sont mises à la vente dès le deuxième ou troisième jour ; elles font toutes les corvées (femmes de ménage, déchargent le camion, etc.). Elles doivent supporter la tyrannie du gérant, de certaines vendeuses et de certains clients. Et comme elles ont moins de 18 ans, elles gagnent 400 F environ. D'autre part, tout le monde part à 19 h 30 au lieu de 19 heures (12 heures de gagnées par mois par le patron).

VENDEURS, APPRENTIS, UNISEZ-VOUS POUR LA SATISFACTION DE VOS REVENDICATIONS.

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

ROUBAIX : Aux établissements Lemaire, un chef d'équipe, jaune, a voulu s'opposer à un débrayage. Il se plaint maintenant d'avoir reçu une correction... Ceci devrait faire réfléchir le contremaitre qui a foncé avec sa voiture sur le piquet de grève.

La direction qui licencie deux militants et pourchasse les ouvriers qui protestent s'indigne cyniquement des « violences et menaces ». De fait, sa propre violence excite la colère des ouvriers et elle a soulevé une pierre qui lui retombera sur les pieds.

RUEUIL-MALMAISON : Le directeur d'une blanchisserie en faillite voulait se sauver sans payer ses ouvriers. Ceux-ci l'attrapèrent et l'enfermèrent pour lui donner le temps de réfléchir. Au bout de 3 heures, devenu plus sage il s'engageait à les payer en priorité et était relâché. Un jour viendra où on ne les relâchera plus : les exploités seront mis en cage !

CAEN : La direction des « Nouvelles Galeries » voulait rallonger d'une demi-heure par jour la durée du travail à la grande indignation des vendeuses et vendeurs, déjà suffisamment fatigués et exploités sans ça.

La réponse des employés ne s'est pas faite attendre : jeudi c'était la grève. La direction a elle-même taillée la trique pour se faire bastonner.

Mais que faut-il penser de la manœuvre perfide des syndicats qui signent des « accords »... de réduction d'horaire d'une 1/2 heure par an ?

A notre avis, eux aussi taillent une trique dont leurs fesses connaîtront un jour toute la vigueur.

MARSEILLE :

FAISONS PAYER L'ENTREPRISE J.-P. ADAM

Nous sommes des travailleurs horaires français, algériens, italiens, espagnols travaillant tous ensemble dans les chantiers de l'entreprise capitaliste J.-P. Adam.

Nous avons des délégués qui sont élus par nous, les travailleurs.

Mais depuis qu'ils sont élus, QUELS SONT LES RESULTATS ? AUCUN.

1° Nous voyons que le patron fait toujours ce qu'il veut.

2° Nous voyons les délégués titulaires et suppléants (qui travaillent tous à la tâche) laisser les ouvriers horaires travailler comme des esclaves, sans augmentation de salaire.

Notre délégation C.G.T. du chantier (sans parler des autres délégués, représentants du patron) demande au patron le « sou du soldat ». D'abord, on n'a jamais vu le sou du soldat, et ensuite, ils feraient mieux de s'occuper un peu plus des ouvriers qui sont là, au travail ! (Au fait, et les jeunes Algériens qui vont faire leur service en Algérie, est-ce qu'ils vont recevoir eux aussi le sou du soldat ?...)

Les délégués demandent pour eux l'augmentation pour les planchers, pour les poteaux, pour le travail du béton, et chaque fois, à nous, ils distribuent du papier !

Les ouvriers horaires de l'entreprise, eux, exigent d'abord l'augmentation des salaires pour tous.

Ils veulent aussi :

- une colonie de vacances ;
- une prime de rentrée scolaire ;
- des bleus de travail pour tous ;
- quant à l'arbre de Noël, ce n'est qu'une poule pourrie que nous « donne » le patron, avec les sous qu'il a volés sur notre dos pendant toute l'année !

Et si le patron n'accepte pas, ce n'est pas 1 heure ou 2 heures de grève qu'on fera, mais une grève prolongée pour obtenir nos revendications.

C'est toujours sur notre dos, à nous, les ouvriers horaires, que les délégués et les chefs du chantier, et les amis du patron sont d'accord. Alors, nous, nous devons nous organiser aussi, à la base et dans l'action, tous unis, Français et immigrés, pour obtenir nos revendications et pour défendre nos droits.

AUGMENTATION DES SALAIRES, TOUT DE SUITE !

Des Travailleurs du chantier.

NANTES 18 Janvier

A L'USINE BATIGNOLLES

NANTES. A l'usine des Batignolles, la direction s'est toujours fait tirer l'oreille pour « payer » et se flattait ostensiblement de s'en tirer en accordant les plus bas salaires de la métallurgie nantaise.

Elle annonçait dernièrement qu'elle refusait de payer le 13<sup>e</sup> mois intégral et qu'il n'y aurait pas d'augmentations avant le mois de mars, provoquant ainsi l'indignation des ouvriers.

Obligés de faire « quelque chose » les syndicats organisaient un débrayage destiné à « appuyer les négociations » et à calmer la colère.

Mais, ils n'ont pas réussi à freiner la lutte : les vitres des bureaux ont volé en éclat, les machines à écrire sont passées par les fenêtres ; bref un avant-goût de nature à faire réfléchir la rapace direction de l'usine.

Cependant celle-ci manœuvre et fait du chantage, menaçant de ne pas ouvrir les portes si la « tranquillité » ne revient pas.

Elle est aidée par une opération parallèle menée par les syndicats qui déclarent entre autre : « pour mettre fin au conflit, la direction doit maintenant négocier concrètement. Les organisations syndicales y sont prêtes, à n'importe quel moment et à quelque endroit que ce soit ».

Si les travailleurs n'y prennent pas garde, ça va « négocier » au-dessus d'eux, en dehors d'eux... dans le secret du bureau patronal.

Affaire à suivre.

S. N. C. F. :

SUR LA LIGNE DE PARIS-NORD LE VOL ORGANISÉ

Depuis quelques temps la presse et la radio bourgeoises laissent filtrer quelques petits faits sur les Chemins de fer de la ligne Paris-Nord.

Qu'en est-il exactement ? Depuis la nouvelle hausse du 4 janvier, les transports se font dans des conditions de plus en plus déplorables (et c'était déjà pas brillant avant).

Pour cette banlieue ouvrière : tarifs élevés, transportés compressés comme des sardines en boîte ; vieux wagons rebuts des grandes lignes, devenus inutilisables, ayant de très hautes marches pour y accéder (donc difficultés pour les vieillards et les infirmes), portes ne se fermant pas et cela en plein hiver, retards quotidiens et importants (de 5 minutes à 1 heure), wagons surchargés, etc. Voilà les faits.

Par contre en ce qui concerne le contrôle des billets et les amendes, là alors tout est fort bien organisé : en moyenne un contrôle dans le train et un à la gare.

Conclusion : s'enrichir sur le dos des ouvriers, leur soutirer jusqu'au dernier sou, telle est la politique de la bourgeoisie à la S.N.C.F.

Certaines lignes ont été récemment électrifiées, pour justifier les hausses mais les conditions de transport y sont pires qu'avant.

La colère monte sur la ligne du Nord. On ne peut pas se foutre des travailleurs éternellement.

Unis aux cheminots, les travailleurs usagers montreront leur volonté de lutte.

Deux Usagers.



LE TRUST USINOR :

# UN EXEMPLE TYPE D'EXPLOITATION PAR LE GRAND CAPITAL (2)

**QUELQUES FAITS SCANDALEUX**

(Suite du numéro 88 encore disponible à l'Humanité Rouge.)

6° Depuis quelques années, certains parmi nous, trompés par l'appât du gain, font du travail noir dans l'usine et en dehors. « Je travaille pendant mes deux jours de repos à l'usine comme heures supplémentaires : ainsi je gagne bien. Ou bien je fais une petite salle d'eau en ville ; un petit travail que l'ouvrier spécialisé n'a pas le temps de faire, et je gagne encore bien ou encore j'ai de la chance puisque mon fils célibataire travaille à l'usine : ça fait deux salaires à la maison ; bref on s'en sort. »

Le patron sait tout ça et vient d'interdire ce genre d'heures supplémentaires à l'usine : ça coûte trop cher : « Que beaucoup fassent plutôt du travail noir en ville, comme ça si je veux les licencier, je n'aurai pas à penser à les reconverter. »

Les syndicats se taisent sur le travail noir (4 ouvriers seulement sur une équipe de 20-25 ne font aucun travail noir).

7° « Je ne peux pas respecter la sécurité : si je ne prends pas le risque je suis catalogué comme « râleur », « mauvaise tête » ; je suis sanctionné six mois un an après (suppression des primes) ; « promotion » pas question, motif exact : jamais communiqué.

2 424 accidentés déclarés.  
921 exigeant un arrêt de travail.  
8 morts en 1 an aux Hauts fourneaux de Denain.

8° Actuellement je vois 180 ouvriers déclassés dont 80 aux aciéries. D'autres sont invités à rejoindre l'usine de Dunkerque promise à un bel avenir (pensez que Dunkerque va doubler sa production et produire d'ici peu 2/3 de l'acier du trust : ce sont les « camarades socialistes » qui l'annoncent dans *Nord Matin* du 2 décembre 1970). Et dire que les copains avaient cru un moment que Usinor manquait de débouchés et donc produisait trop. Le président a menti comme d'habitude pour nous faire chômer.

**NOS CONDITIONS DE VIE**

Certains toujours les mêmes bourgeois ou petits-bourgeois bien « intentionnés » disent que depuis 1968, nous vivons bien. Voyons plutôt :

1° On nous a encouragés à acheter une maison par mensualités, comme si notre emploi devait être stable ! Il faut bien que le commerce marche ! Usinor préfère nous

faire crédit au départ et ainsi nous attacher par une patte, freiner notre volonté de lutte, plutôt que de nous faire loger dans une de ses cités. Toujours gagner le plus d'argent possible sur notre dos et en même temps nous enchaîner solidement.

2° Les jeunes n'ont qu'à se loger comme ils peuvent (H.L.M., parents, meublés, etc.). Usinor n'avancera rien. D'ailleurs le plus souvent il ne les embauche pas directement, il les loue à des négriers. Ainsi il n'est redevable de rien à leur égard. « C'est ça ou la porte ! »

3° Nous, plus « chanceux » qu'eux, voyons notre loyer de « propriétaire en sursis » augmenter constamment ; mais la base de calcul de l'allocation logement reste la même. (170 F alors que les loyers sont en moyenne de 280 à 300 F par mois. Nous ne serons propriétaires qu'au bout de 20 années de régime.)

— Bien entendu, l'allocation logement baisse avec l'augmentation du salaire : on ne tient pas compte du niveau de la vie qui lui monte d'une manière vertigineuse.

— Avec le chômage, tout type qui est amené à faire deux heures supplémentaires non prévues dans son service normal doit récupérer. Le lendemain, on lui dit : « Autant d'heures supprimées dans ton service normal » donc baisse du salaire. L'allocation logement devrait donc augmenter de nouveau. Gageons qu'ils trouveront une astuce pour ne pas le faire.

— Nous connaissons un cas où avec deux enfants, on touche moins d'allocation logement qu'avec un seul. Allez y comprendre quelque chose.

— Il arrive même fréquemment que les bureaucrates se trompent dans le calcul de cette allocation. Certains camarades ont dû rembourser des 800 F, 1 000 F, 2 000 F soit d'un coup, soit sur leurs quinzaines.

— Quant aux assurances, à la nourriture, etc. mieux vaut ne pas en parler ; ça me met en colère.

4° Et les vacances ? on en voudrait nous aussi. Certains vont à la Mer du Nord. C'est presque gratuit : faites les comptes :

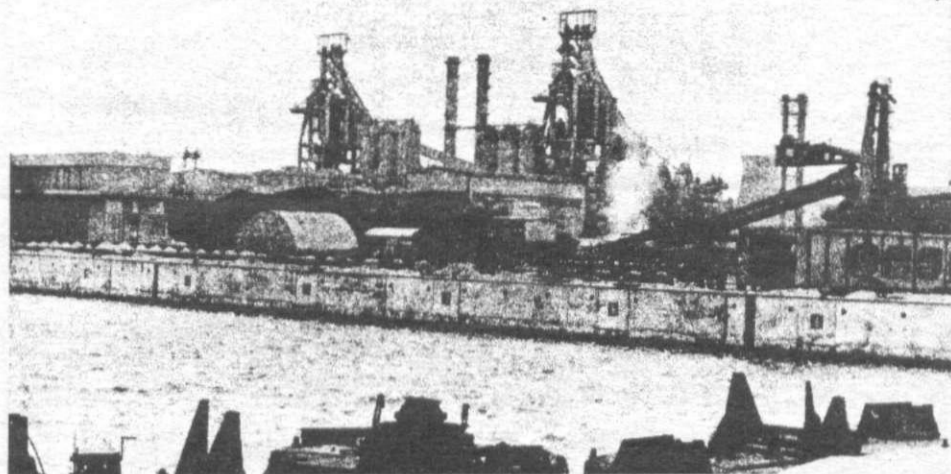
— Un bungalow où l'on doit faire la cuisine, le lavage, la vaisselle comme à la maison : 1 000 F par mois au moins (et je suis gentil) ;

— Le loyer normal : 2.000 F ;

— Le train : 200 F.

Total : « sans rien faire » (et rien manger) 1 400 F.

Bref des vacances vraiment pas à



la portée de la majorité des ouvriers.

Alors nous ne voyons qu'une solution : lutter pour abattre le capital, seul responsable de tout ça.

Oui mais comment ? D'ABORD LUTTER POUR NOS REVENDICATIONS IMMEDIATES toujours oubliées ou dénaturées par nos syndicats :

1° 7 F d'augmentation par jour pour tous (pas de pourcentage pour les cadres).

2° Pas de salaire inférieur à 1 000 F par mois.

3° A travail égal, salaire égal.

4° Les 40 heures tout de suite et sans perte de salaire.

5° La retraite à 60 ans.

Nous ne voulons plus faire grève pour les cadres, pour ces gens qui font suer du matin au soir pour le patron, qui sont cadres de père en fils sans aucune connaissance du travail exigé (cependant, petit à petit, « le pistonné » se met au cou-

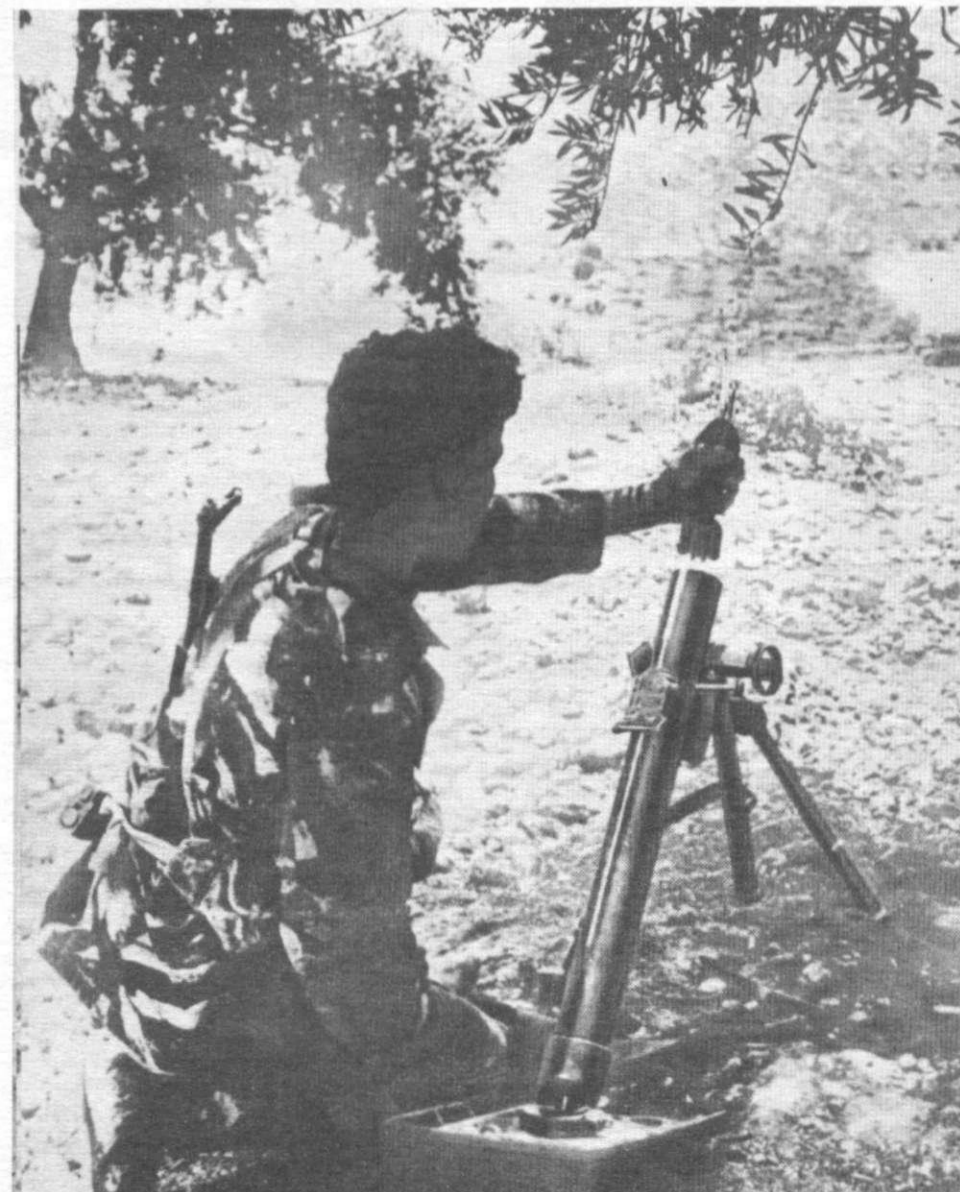
rant) ; qui roulent dans deux voitures : une petite pour le boulot, une belle pour se promener ; qui habitent deux maisons : une pour le travail, une autre dite « secondaire ».

Comment juger tous ces gens-là ? « La maîtrise » qui a signé noir sur blanc à la fin de la grève de mai-juin 68 qu'elle était contre la grève ? Ainsi elle a touché *intégralement* la paye du mois de grève... Camarades, ça s'appelle des vendus.

Et puis qu'est-ce que c'est que ces grèves inefficaces qui ont lieu en fin d'année, alors que les bobines s'accumulent ? La grève, il faut la faire surtout de mai à juillet. C'est à cette période que l'on peut gêner réellement les profits du roi de l'acier, l'obliger à satisfaire nos revendications immédiates.

Solidarité entre ouvriers.  
Vive la dictature du prolétariat.

Des Travailleurs du Nord.



Le harcèlement des forces palestiniennes ne se relâche jamais.

## Ecoutez les radios révolutionnaires

### TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h .....	
16 h .....	
17 h .....	sur 31 et 42 m ;
19 h .....	
21 h .....	
22 h .....	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30 .....	sur 31 et 41 m.

### PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.





## NOUVELLES MENACES POUR LES PEUPLES D'ASIE :

## L'IMPÉRIALISME JAPONAIS

Le spectaculaire Hara-Kiri du romancier réactionnaire Yokio Mishima a brusquement attiré l'attention sur la montée militariste et impérialiste au Japon.

Les dirigeants réactionnaires de la clique de Sato, fort ennuyés de cette esclandre, se sont efforcés de la minimiser : « Acte d'un fou »... « action irresponsable d'une secte », etc.

Mais l'explication est trop facile.

Il est évident, — et nous l'avons dit à l'époque, — qu'en Allemagne occidentale, l'« Arbre N.P.D. » fut utilisé pour cacher la forêt de l'impérialisme allemand renaissant.

La suite des événements nous a donné raison.

Au Japon, la situation n'est pas différente. Il existe en effet là-bas quelques groupuscules de nostalgiques du Grand Japon, tels celui dont

faisait partie Mishima. Leur audience est encore plus restreinte que celle du N.P.D. en Allemagne. Mais l'impérialisme japonais n'est pas mort. Au contraire.

Les milieux dirigeants japonais sont, comme avant 1945, les hommes des grands monopoles (les Zaibatsu).

La plupart ont derrière eux une longue carrière politique ou militaire sous l'ancien régime. S'ils n'ont rien oublié des aspirations hégémoniques des Tojo et Cie, ils ont appris de leurs vainqueurs yankees l'incomparable vertu des grimaces « démocratiques ».

Mais, de même qu'aux Etats-Unis, le vrai pouvoir est entre les mains de la General Motors, de la General Electric, etc., au Japon, le vrai pouvoir réside dans les conseils d'administration des Zaibatsu tels Mitsubishi ou Sumitomo.

COMME EN ALLEMAGNE  
UN REARMEMENT  
VOULU PAR L'IMPÉRIALISME

L'histoire du réarmement de l'Allemagne de Bonn, organisé par les impérialistes occidentaux, est bien connue. Celle du réarmement japonais l'est moins.

A la capitulation, c'est la totalité du Japon qui fut occupé par les forces U.S. et Truman installa à Tokyo son pro-consul, en l'occurrence le général Douglas Mac Arthur.

Ce dernier ne perdit pas de temps et s'employa d'abord à sauvegarder l'institution monarchique, pourtant fort discréditée. Truman et Mac Arthur ne firent pas mystère de leur pensée politique : le trône impérial restait le meilleur garant du maintien des structures conservatrices du Japon et de son appartenance ultérieure au camp impérialiste mondial.

Après la liquidation de quelques criminels de guerre, militaires pour la

plupart, Mac Arthur remit lui-même en selle les politiciens réactionnaires qui avaient servi le régime de Tojo. Les dirigeants du Parti libéral-démocratique au pouvoir à Tokyo depuis 1945 figuraient pour la plupart sur la liste des criminels de guerre (Yoshida, Kishi, par exemple).

Mais à l'époque, le Japon servait de base avancée contre l'Union Soviétique. La « perte » de la Chine pour l'impérialisme, puis l'invasion de la Corée Populaire faisaient du Japon la base n° 1 des U.S.A. dans leur politique d'agression.

C'est de cette époque que date la réapparition voulue par l'impérialisme yankee, de la « chose militaire » japonaise (comme aurait dit de Gaulle).

## LES DEBUTS LABORIEUX

Cependant cette naissance fut malaisée. D'abord, sur le plan constitutionnel. En effet, pour satisfaire, et

l'opinion publique mondiale, et le ressentiment du peuple japonais contre les militaristes, la constitution adoptée après la défaite comportait plusieurs clauses interdisant la reconstitution d'une « armée » et toute exaltation du militarisme.

Ensuite, et surtout, le peuple japonais, au prix d'une catastrophe nationale, avait appris à haïr le passé impérialiste et agressif du Japon, et était bien décidé à ne pas se laisser embrigader dans une coalition militariste où, au surplus, il aurait servi de chair à canon à l'impérialisme yankee.

L'exemple exaltant de la Chine Populaire, la défaite des colonialistes français à Dien-Bien-Phu furent salués chaleureusement au Japon, de même que la défaite yankee en Corée.

A partir des années 1950-51, la lutte du peuple japonais contre l'occupant impérialiste et les dirigeants réactionnaires, leurs complices, se développa impétueusement, tant au Japon proprement dit que dans l'archipel des Rynkyn (Okinawa) soumis à l'administration militaire directe des U.S.A.

Pendant toute cette période les forces militaires japonaises connurent un début discret et difficile.

Puisque la Constitution interdisait l'existence d'une « force armée »,

eh bien on la baptisera « force d'auto-défense ».

Bien entendu, le recrutement ne pouvait se faire que sur la base du volontariat.

Mais dès le début, tout ce que le Japon comptait d'officiers réactionnaires non repentis se mit à reprendre du service dans cette prétendue force d'auto-défense.

A l'heure actuelle, cette armée qui n'ose pas dire son nom, est forte officiellement de 300.000 hommes environ pour les seules forces terrestres. Elle ne possède pour le moment ni bombardiers stratégiques, ni navires de guerre de fort tonnage. Mais ses forces aériennes comprennent d'ores et déjà 3.000 à 4.000 appareils et sa flotte, plusieurs centaines de bâtiments.

C'est déjà énorme. Que ce ne soit pas assez pour des nostalgiques impatients à la Mishima, c'est bien possible. Mais les impérialistes japonais sont bien trop avisés pour brûler les étapes.

Mieux, chaque pas dans le réarmement du Japon a été fait sur l'assistance des « alliés » yankees. Chaque fois, les impérialistes nippons ont fait mine de résister. De cette façon, les autres puissances impérialistes seront mal venues de s'effaroucher.

(à suivre dans notre prochain numéro).

## LES ENNEMIS DU PEUPLE PALESTINIEN SERONT ECRASES !

Une nouvelle fois, les réactionnaires jordaniens ont lancé des attaques sauvages contre les combattants et le peuple palestinien. En juin et en septembre derniers, Hussein et ses bailleurs de fonds de Washington ont échoué dans leur tentative d'étouffer la résistance acharnée du peuple palestinien ; ils recommencent aujourd'hui leur sale travail d'élimination du peuple palestinien. Le 8 janvier dernier et les jours suivants, à Amman, à Jerash, à Salt, les forces réactionnaires jordaniennes ont envoyé tanks et artillerie contre le peuple, elles ont tiré sur les camps palestiniens et pilonné les quartiers populaires ; elles ont arrêté de nombreux Palestiniens...

Dans la nuit du 14 au 15 janvier, les agresseurs israéliens ont effectué un raid contre des bases palestiniennes au Liban. Attaques coordonnées : mêmes ennemis ! Contre les peuples arabes et en premier lieu contre le peuple palestinien, l'impérialisme américain a toujours sous la main son premier valet au Moyen-Orient : le sionisme israélien ; dernièrement il vient de l'arroser de quelque nouveau 500 millions de dollars et de le pourvoir en matériel de guerre ultra-moderne.

Tout cela se tient. Le chef d'orchestre qui inspire et coordonne ces attaques redoublées contre le peuple palestinien n'est pas mystérieux ; c'est la super-puissance impérialiste qui entend sauvegarder à tout prix son pétrole et ses dollars extorqués aux peuples arabes et maintenir une position stratégique et politique avantageuse pour contrôler les peuples d'Asie et d'Afrique.

Ce n'est pas tout. Alors que réactionnaires jordaniens et sionistes israéliens mènent leurs attaques armées, Jarring « négocie » et tente de berner les peuples arabes par sa solution dite « pacifique », nouvelle

mouture de la Résolution du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. du 22 novembre 1967. Tout cela est bien connu : on négocie (reconnaissance de l'Etat d'Israël contre évacuation des territoires occupés en 1967) sans se préoccuper du sort des millions de Palestiniens ; et parallèlement on tente de les liquider par la force. C'est là qu'apparaît clairement le caractère criminel du soutien actif apporté à la « négociation Jarring » par les sociaux-impérialistes soviétiques ; « négociation Jarring » : « négociation de paix » ? Pas du tout ! Manœuvre de guerre que visent à renforcer les attaques armées coordonnées des réactionnaires jordaniens et des sionistes israéliens.

Les ennemis du peuple palestinien, découverts et dissimulés, sont nombreux ; aujourd'hui, ils redoublent leurs coups. Mais :

« Le peuple palestinien n'est pas mort. Il s'est dressé comme un géant... Le peuple palestinien est devenu un peuple militant pour la libération de sa patrie et la libération de ses droits » a déclaré la radio de l'O.L.P. (Organisation de Libération de la Palestine). Les combattants ont acquis une solide expérience dans les dernières luttes de juin et de septembre ; ils sont étroitement liés au peuple ; ils bénéficient du soutien résolu des peuples arabes et de tous les peuples du monde.

Les combattants et le peuple palestinien sauront à travers les sacrifices et les épreuves surmonter les difficultés et faire progresser leur lutte de libération nationale jusqu'à la victoire. Aujourd'hui, plus que jamais, contre les calomnies et les propos défaitistes, nous le répétons :

« Le peuple palestinien vaincra ! »  
Camille GRANOT.

Ernest OUANDIÉ, Raphael FUTSING, Gabriel TABEU  
ODIEUSEMENT ASSASSINÉS

## LE CHIEN AHIDJO SERA ABATTU !

Ahidjo marionnette sanglante de l'impérialisme a fait assassiner le 16 janvier 3 patriotes camerounais, militants de l'Union des Populations du Cameroun, dont le vice-président de l'U.P.C. Ernest Ouandié, commandant du 1<sup>er</sup> Front.

Ce dernier est une des grandes figures de l'histoire des peuples opprimés. Toute sa vie est une incarnation exemplaire de l'idéal du peuple camerounais.

Dès 1948 il participa de façon très active à la fondation de l'U.P.C. dont le programme traduisait les aspirations les plus profondes du peuple :

— la réunification du Cameroun dépecé par le colonialisme allemand d'abord, français et anglais ensuite, et l'indépendance nationale.

Durant des dizaines d'années il se dépensera sans compter pour unir et organiser le peuple du Cameroun pour la victoire de ces objectifs démocratiques.

Dans cette tâche immense il sait montrer un courage exemplaire, les armes à la main, contre le colonialisme français. Il est aux côtés d'Um Nyobé secrétaire général de l'U.P.C. tombé dans le combat révolutionnaire face aux troupes de l'administration colonialistes ; aux côtés de Félix Moumié, président de l'U.P.C., assassiné à Genève en 1960. Il continue implacablement le combat contre les troupes du fantôme Ahidjo.

Au cours de sa dure vie de militant il a à la tête de ses camarades affronté avec courage des difficultés énormes. Malgré les obstacles matériels sans nombre, mal-

gré les menées pernicieuses et sanglantes de l'administration colonialiste puis néo-colonialiste, il parcourait infatigable de grandes étendues pour aller de village en village soutenir, encourager et organiser le peuple camerounais opprimé.

Cette ténacité et ce grand courage jusqu'à la mort : c'est Ernest Ouandié.

Dans les prisons immondes du chien Ahidjo comme devant le tribunal fantôme, il n'a pas cessé malgré les infâmes tortures qui lui avaient été infligées, de rester fidèle à son peuple : son refus d'implorer la grâce du bourreau Ahidjo en témoigne. Tout cela suffirait à en faire un grand exemple révolutionnaire. Voilà pourquoi le fantôme Ahidjo stipendié par l'impérialisme s'est acharné plein d'une peur haineuse contre ce chef du peuple camerounais.

En agissant ainsi Ahidjo montre sa terreur face au développement de la lutte armée révolutionnaire du peuple.

Il s' imagine comme tous les réactionnaires du monde que la répression peut éteindre les flammes de la révolution. Il se trompe radicalement : c'est là de l'huile sur le feu. Ernest Ouandié et deux de ses camarades ont été assassinés.

Inévitablement des centaines et des milliers de combattants animés par leur noble esprit révolutionnaire se dresseront. Ils poursuivront la grande œuvre pour laquelle Ouandié et ses camarades n'ont craint ni les sacrifices ni la mort. Ils chasseront définitivement les néo-colonialistes. La dette de sang sera payée !



# CHEMINOTS : d'une trahison à l'autre de pétitions en grèves "bidon" !

Le 18 décembre a eu lieu un arrêt de travail national de 24 heures des agents du service Electrique et Signalisation (S.E.S.), à l'appel des fédérations C.G.T. et C.F.D.T., au moment même où « SEGUY LA TRAHISON » déclarait que « la trêve des confiseurs » serait respectée et qu'il n'y aurait pas de grève jusqu'à la fin de l'année. Les limites de cette grève catégorielle, à la veille des fêtes étaient donc bien précisées.

Afin que la S.N.C.F. ne soit pas surprise la décision avait été prise le 8 décembre et portée à sa connaissance par pneumatique le 10 décembre (délai de 8 jours contre le délai légal de 5 jours !).

Les conditions étaient donc remplies pour que ce soit une grève catégorielle pour désarmer la combativité des travailleurs, grève soupape de sûreté. Le S.E.S., 1.500 agents environ répartis sur tout le territoire, sans aucune concentration, est le service chargé d'assurer l'entretien des installations électriques, lesquelles peuvent très bien se passer d'entretien pendant une journée, même plus, ce qui se passe chaque semaine les samedi et dimanche. Inutile de souligner qu'une grève de 24 heures, de ce seul service est aussi inefficace que ses effets invisibles. Seules les pannes ou avaries inopinées peuvent avoir quelques répercussions sur les trains mais pour les réparer il y a toujours quelques « cadres » d'astreinte, surtout que la C.G.T. ne les avait pas appelés à se joindre au mouvement de grève, mais leur avait simplement demandé de se solidariser avec l'« exécution » par des résolutions ou délégations à l'effet soporifique bien connu... Selon les bonzes « les conditions n'étaient pas remplies pour les appeler à la grève ».

Mais le comble de l'ironie c'est qu'il était précisé aux cadres que les résolutions ne devaient pas soutenir les revendications de la base mais au contraire, contenir les revendications spécifiques aux cadres. Et ceci n'a pas été demandé aux cadres par le responsable du syndicat des cadres à ses mandats, mais par le responsable national C.G.T. des agents exécution S.E.S. !!! La trahison des bonzes syndicaux n'a donc plus de limite. C'est ainsi que les agents exécution auront fait grève pour faire ressortir à la direction S.N.C.F., les revendications des cadres, sans aucune perte de salaire pour eux.

## RESULTATS :

— Certains agents qui font rarement grève, séduits par l'aspect catégoriel et l'Unité de Sommet C.G.T.-C.F.D.T. avec l'accord de F.O., suivirent néanmoins ce mouvement ;  
— D'autres, habituellement les plus combattifs, ne comprenant pas le but de l'aventure, écœurés sans avoir tous nettement conscience de la trahison, mais la sentant néanmoins derrière les coulisses, sont venus travailler (région de Saint-Etienne par exemple) ;

— Les autres, les plus nombreux, ont fait grève par routine, par discipline pour ne pas faire partie des « jaunes », donc sans enthousiasme, ni espoir.

Une fois de plus, il s'agit d'une grève qui a consacré la division des travailleurs au nom de l'unité ! grève catégorielle sur des revendications catégorielles qui isolent et divisent les différents services, donc tous les cheminots entre eux, d'une part et d'autre part les « cadres » d'avec les « agents d'exécution ».

Il s'est agi d'une grève inefficace, c'est-à-dire sans la satisfaction de la moindre revendication qui est passée inaperçue du public, au premier chef qui a été ignorée des cheminots eux-mêmes car non popularisée, sans appeler à la solidarité des cheminots des autres services. Cela a été l'organisation d'une « grève-bidon » avec la complicité totale des bonzes traîtres C.G.T. en tête, C.F.D.T. et F.O.

Elle a servi à démobiliser, désorienter les militants et adhérents sincères qui veulent lutter, grève qui fait doucement rigoler la direction S.N.C.F., grève dont les travailleurs ne veulent plus (perte sèche d'une journée de salaire).

Quelle conclusion a été tirée par M. Fumeaux, secrétaire du S.E.S. de la C.G.T. : « Nous nous devons de faire le point de la situation, répondre aux préoccupations de nos camarades, SURTOUT NE PAS CEDER A DES MOUVEMENTS D'IMPATIENCE, être conscients de nos responsabilités... »

Ces messieurs ont peur, peur d'être débordés par la base la prochaine fois, peur que les cheminots tirent les leçons de cette nouvelle trahison.

**CHEMINOTS DE TOUS LES SERVICES !** de tous les grades, reprenons en liaison avec tous les autres travailleurs le combat contre le pouvoir, contre les syndicats de trahison, contre les grèves « bidon », contre les « négociations bidon », contre les accords « bidon ». Imposons nos revendications par la lutte de classe, classe ouvrière contre patronat et ses laquais.

Luttons pour les revendications véritables qui unissent au lieu de nous diviser (elles figurent plus complètement dans le supplément n° 25 à H.-R. « Collaboration ou lutte de classes ») :

- Annulation de toutes les sanctions pour action syndicale ou politique ;
- Salaire de base à 1.000 F ;
- Les 40 heures immédiatement (et non en 73 comme le demandent actuellement les syndicats, signataires d'accords paralysant sans avoir consulté la masse des cheminots) et sans diminution de salaire ;
- Resserrement de l'éventail hiérarchique, abolition de l'augmentation systématique au pourcentage ;
- Arrêt du démantèlement de la S.N.C.F. au profit des monopoles et des sociétés propriétaires des autoroutes pour lesquelles l'Etat des monopoles draine le trafic ferroviaire par la suppression des lignes, et

l'augmentation des tarifs — sauf les tarifs par trains complets réservés aux capitalistes ;

- Refus de tous les accords de collaboration de classe conclus en coulisse, avec des accords secrets, sur l'interdiction de la grève de masse, avec les directions syndicales traîtres moyennant des millions de subventions aux syndicats, notamment pour la paie de permanents ;
- Défense des Caisses de Prévoyance et de retraite pour obtenir de nouvelles améliorations réelles ;

— Respect et inviolabilité du droit de grève, abolition du préavis de grève, etc.

Réorganisons-nous à la base pour défendre nos revendications élaborées par la base elle-même et non par les permanents-mandarins.

A bas les directions syndicales traîtres et collabo !

Vive la lutte classe contre classe, classe ouvrière contre le patronat et ses laquais !

Correspondant cheminot.

## CAMARADES PAYSANS, OUVRIERS OU INTELLECTUELS

### LISEZ "PAYSANS EN LUTTE"

Plus que jamais, l'immense majorité des paysans travailleurs a comme ennemi inconciliable la bourgeoisie dirigée par l'Etat des grands monopoles qui a décidé leur ruine accélérée.

Plus que jamais, la faucille doit s'unir au marteau pour faire reculer aujourd'hui les exploiters et préparer la révolution prolétarienne qui bâtira sur les ruines de l'Etat des Duhamel, Vedel et autres Marcellin la démocratie pour le peuple et la dictature pour ses ennemis : la dictature du prolétariat.

*Paysans en lutte* n°3 nous montre combien les paysans travailleurs comprennent de mieux en mieux cette nécessité et prennent des initiatives magnifiques pour la réaliser malgré les embûches des bonzes révisionnistes et des petits patrons du C.N.J.A. ou des gros de la F.N.S.E.A. :

— A la laiterie Entremont, l'unité paysans-ouvriers contre le capitaliste est la cause d'une victoire des ouvriers pour leurs revendications et un bon départ des paysans pour les leurs. La preuve par la négative est fournie par la défaite d'une lutte

semblable dans une coopérative où l'alliance n'a pu se réaliser.

— A Laval des agriculteurs participent à la victoire des grévistes de Salmsen en leur apportant du ravitaillement au prix coûtant et en manifestant que leur besoin d'un revenu garanti est le même que celui des ouvriers en grève...

Mais il n'est pas question de résumer un numéro aussi riche.

Camarades, les marxistes-léninistes ont le devoir absolu d'être à la tête de l'alliance de la classe ouvrière et des paysans travailleurs partout où ils le peuvent, avec la plus grande audace, la plus grande initiative !

Tous, qui avez la moindre possibilité d'œuvrer pour cette alliance, commandez *Paysans en lutte* n° 3 par notre intermédiaire (prix : 2 F).

Vive l'alliance à la base et dans l'action contre la bourgeoisie et ses complices de la classe ouvrière et des paysans travailleurs !

Vive le Front Uni de la classe ouvrière et des paysans travailleurs pour la révolution socialiste !

## LETTRE DE LECTEUR

### SUR LA HIERARCHIE DES SALAIRES

Dans France Nouvelle l'hebdomadaire archi-réactionnaire du P.C.F. est paru un article sur la hiérarchie des salaires, article qui aurait très bien pu être écrit par Ceyrac, Bergeron et Séguy tant il est réactionnaire.

Voilà quelques petits extraits de cette sale mouture : « Nous ne pouvons se laisser développer des campagnes contre la hiérarchie des salaires qui aboutissent toujours à masquer cette question décisive », « c'est bien que derrière le thème anti-hiérarchique se développe un phénomène réel, qui tend à léser gravement ces catégories », « En tout cas elles nient (les thèses anti-hiérarchiques) que la valeur de la force de travail varie avec la qualification en affirmant que les hommes ont tous les mêmes besoins ».

Voilà en résumé la position du P.C.F. sur ce problème, le parti soi-disant de la classe ouvrière. Si le Parti communiste fut un grand parti de lutte de classe, sa direction de traîtres a « formé » entre autres Garaudy disciple de Trotsky, Marchais disciple de Doriot et main-

tenant des plumitifs disciples de Ceyrac ! Face à la scandaleuse hiérarchie des salaires qui obtient le soutien de la clique révisionniste, soutenons résolument le juste mot d'ordre de « L'Humanité Rouge » :

« PAS DE SALAIRES AU-DESSOUS DE 1 000 F ! »

La lutte économique fait partie de notre combat, n'en déplaise aux pseudo-révolutionnaires.

Un Ouvrier Spécialisé.

## PEKIN INFORMATION :

### IMPORTANT EDITORIAL DE NOUVEL AN

Le « Renmin Ribao », le « Hongqi » et le « Jiefangjun Bao » ont publié pour le jour de l'An un éditorial commun intitulé : « Avançons victorieusement en suivant la ligne révolutionnaire du Président Mao ». Nous avons souligné son importance dans le numéro précédent.

Depuis, cet éditorial a été publié en entier dans le n° 1 (1971) de « Pékin-Information ».

L'hebdomadaire théorique et politique « Pékin-Information » est disponible à la librairie « Le Phénix », 72, bd de Sébastopol - Paris-3<sup>e</sup> (ou par notre intermédiaire).

L'exemplaire : 0,35 F (0,45 F contre envoi).

Abonnements. — 1 an : 14 F ; 2 ans : 21 F ; 3 ans : 28 F.

(S'adresser à la librairie « Le Phénix »).

## CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG

L'exemplaire : 1,40 F

Contre envoi postal sur commande à H. R. : 2,20 F

## MARSEILLE : AU GRAND ARENAS

# UNE FAMILLE OUVRIERE VICTIME DES BUVEURS DE SANG DE LA L.O.G.I.R.E.M.

La famille Tomi habite depuis 1965 dans un « tonneau » du Grand Arénas. Le père de famille est docker, il a deux enfants en bas âge. Dernièrement Mme Tomi a mis au monde un 3<sup>e</sup> enfant ; l'accouchement est difficile et la famille va vivre pendant un mois chez les parents de Mme Tomi, mieux logés.

Dès que la maman est rétablie, la famille Tomi revient au Grand Arénas, dans son « tonneau » humide et insalubre. Une « surprise » l'attend... C'est le gérant de la L.O.G.I.R.E.M., un certain Magnan, qui l'a préparée : la porte et la fenêtre du « Tonneau » ont été démolies à coups de pioche, sur ordre du gérant, et les meubles, vêtements, vaisselle, etc., ont disparu...

Le docker Tomi va voir le gérant du Grand Arénas pour comprendre ce qui s'est passé...

**Tomi.** — En rentrant chez moi j'ai trouvé porte et fenêtre arrachées, la maison pillée, que s'est-il passé ?

**Magnan.** — J'ai fait démolir votre « tonneau » parcequ'il était vide !...

**Tomi.** — Comment, vide ? Nous avons passé un mois chez mes beaux-parents car ma femme avait besoin de soins, mais nous n'avons jamais eu l'intention de quitter définitivement notre « tonneau »...

**Magnan.** — On m'a dit que vous étiez partis pour toujours !

**Tomi.** — Mais moi, je ne vous ai rien dit ?

**Magnan.** — Vous auriez dû... il fallait me prévenir...

**Tomi.** — Et mes affaires, et mes meubles ?

**Magnan.** — Je ne suis pas chargé de surveiller vos meubles, ça ne me regarde pas !...

**Tomi.** — Mais où vont coucher ma femme et mes enfants ?

**Magnan.** — Ça n'est pas mon affaire... de toutes façons vous ne faites plus partie des locataires de la L.O.G.I.R.E.M.

**Tomi.** — Nous ne pouvons pas coucher dehors !...

**Magnan.** — C'est à vous de vous débrouiller... remarquez, je pourrais vous « donner un Tonneau »... à condition de me payer tous les arriérés de loyers !... (1)

**Tomi.** — Ça ferait combien ?

**Magnan.** — 100.000 AF !

**Tomi.** — Mais où voulez-vous que je trouve cette somme ?

**Magnan.** — Eh bien, n'insistez pas, je ne peux rien pour vous !

**Tomi.** — C'est un scandale... J'ai des amis qui m'aideront à récupérer mon « Tonneau »...

**Magnan.** — Ah oui... ceux du « Drapeau Rouge » !...

**Tomi.** — C'est possible, mais de toutes façons, je ne me laisserai pas faire...

Ne sachant où aller, la famille Tomi s'installe dans son « tonneau » sans porte ni fenêtre... pas de lit, pas de matelas, pas de couvertures... avec 3 enfants en bas âge !

Le lendemain le docker Tomi confectionne avec de vieilles planches de récupération une porte et une fenêtre... mais les flics ne tardent pas à arriver !... envoyés par Magnan, le gérant rapace, digne de la L.O.G.I.R.E.M. qu'il sert d'autant mieux qu'il est de la famille des grosses légumes marseillaises du trust L.O.G.I.R.E.M. dirigé par le célèbre Claudius Petit, véritable Tartuffe, héros actuel de la Radio et de la Télévision qui

semblent préparer pour bientôt son retour à la tête de quelque ministère... (pourquoi pas celui de l'urbanisme ou de la santé publique ! ! !)

Les flics disent à Tomi « qu'ils ne veulent pas discuter », « qu'ils font leur boulot » ! En fait ils n'ont pas d'ordre d'expulsion et ne font qu'accomplir les désirs des capitalistes de la L.O.G.I.R.E.M. Voilà une fois de plus révélé le rôle véritable de la police : un groupement d'hommes armés au service de la classe capitaliste qui détient le pouvoir et exerce sa dictature sur la classe ouvrière...

Dès que la famille Tomi a été chassée de son domicile, les employés de la L.O.G.I.R.E.M. reçoivent l'ordre de Magnan « ce nouveau Scano » (2) de rendre définitivement inutilisable le « Tonneau » déjà mal en point.

Après avoir tourné en rond sans savoir où passer, la famille Tomi se réfugie dans un autre « tonneau » partiellement démolé et plein de gravas et d'ordures... le cauchemar continue... Tomi arrange, comme il le peut, cet abri précaire et nauséabond... il blanchit les murs et le plafond, refait porte et fenêtre... Dès que ces travaux sont terminés les flics sont de retour...

**Le chef des flics.** — Vous n'avez pas le droit de rester ici, il faut filer !...

**Tomi.** — Mais où devons-nous aller... on nous a déjà chassés de notre « tonneau » ?...

**Le chef des flics.** — Ça n'est pas mes oignons... le temps des squatters est terminé... vous avez intérêt à filer gentiment (!) sinon vous allez vous retrouver aux Beaumettes, vous et votre femme, et vos gosses iront à l'assistance !

**Tomi.** — Je ne suis pas un squatter, j'ai un logement, mais le gérant m'en a chassé illégalement... et mes meubles... qui les a volés ?...

**Le chef des flics.** — Ça je ne veux pas le savoir, j'ai un ordre, je l'exécute... allez filez ? ou ça va cogner ! ! !...

Depuis, la famille ouvrière Tomi est obligée de vivre en Hôtel meublé : 36 000 AF de loyer par mois pour une pièce « aménagée » en chambre à coucher, cuisine, etc.

En mangeant un plat de pâtes à tous les repas, on arrive tout juste à payer l'hôtel... pas question d'acheter de quoi habiller les mômes...

Cette affaire montre bien la férocité du système capitaliste au moment où le frétilant Chaban Delmas, l'œil vif et le pas élastique, nous entretient de sa voix de fausset, de la « nouvelle société », de la « participation » et autres gadgets de la bourgeoisie... mais des questions sont posées auxquelles il faudra bien que ces messieurs répondent...

1<sup>o</sup> Qui a donné l'ordre aux flics de sa Majesté L.O.G.I.R.E.M. d'expulser « manu militari » la famille Tomi de son domicile, sans ordre d'expulsion en règle ? Le Commissaire de police de Mazargues ? ou quelque autre « fonctionnaire » plus haut placé ?...

2<sup>o</sup> Les meubles et affaires de Tomi ont été volés... par qui ? Le gérant a obligatoirement vu ces meubles et affaires une fois

arrachées porte et fenêtre... il en est responsable, il doit répondre de ces vols.

3<sup>o</sup> Le gérant est-il aussi puissant qu'un « seigneur féodal » pour qu'il exige des habitants des « tonneaux » qu'ils ne puissent quitter un mois leur baraque insalubre sans le prévenir ? Ce « seigneur » se permet de menacer, rançonner, expulser... et maintenant il prétend que les travailleurs du Grand Arénas seraient « attachés à leurs tonneaux comme les serfs à la terre seigneuriale », et qu'ils ne pourraient s'absenter un mois sans en demander l'autorisation de sa majesté ? !

4<sup>o</sup> Le gérant Magnan, ce buveur de sang ouvrier est-il « tout puissant »... au point de pouvoir « loger » qui il veut, à condition d'avoir de quoi « graisser » sa sale patte ?...

Les militants marxistes-léninistes de la Cayolle, ceux du « Drapeau Rouge » comme les appelle le rapace Magnan, feront

tout pour que la famille Tomi soit relogée par les bandits qui l'ont jetée à la rue.

Faisant honneur à leur devise « Servir le Peuple » ils agiront à la tête de la population du Grand Arénas qui les connaît bien et qui a confiance en eux, pour que la famille ouvrière Tomi récupère les meubles et objets qui lui ont été volés par la L.O.G.I.R.E.M. ! ! !...

Habitants des Tonneaux, renforcez votre union et organisez-vous pour exiger :

— Le relogement de la famille Tomi !

— Le départ du gérant Magnan, ce nouveau Scano !

— Que les responsables de l'agression policière fasciste soient démasqués !

— Que la L.O.G.I.R.E.M. cesse de vous considérer comme des chiens !

— Que tous les habitants du Grand Arénas - Colgate soient enfin relogés !

— Assez de promesses creuses... assez de discours ministériels !...

— A bas la L.O.G.I.R.E.M. ! A bas son gérant buveur de sang ouvrier !

— A bas les rapaces capitalistes !

Les militants  
Marxistes-léninistes  
du Grand Arénas - Marseille

(1) Très peu d'habitants acceptent encore de payer des loyers pour les « tonneaux » pourris et insalubres... la grève des loyers est presque générale depuis 3 ans.

(2) Scano : ancien gérant de la Logirem, célèbre pour sa cupidité et sa cruauté. Chassé du Grand Arénas par l'action des habitants en 1968 et envoyé à Aubagne piller les habitants d'un « ensemble H.L.M. » de la Logirem — Scano a été signalé en 1969 dans un hôpital de cette ville où il a dû faire un séjour prolongé après avoir été sévèrement corrigé par des travailleurs qui ont su appliquer les mots d'ordre prolétariens « oser lutter » et « compter sur ses propres forces ».

## GOEBBELS PAS MORT...

La loi sur la toxicomanie, que « l'Humanité Rouge » avait déjà dénoncée dans un précédent numéro a été votée par le parlement. Cette loi, qui autorise la police à perquisitionner chez les gens suspects de détenir de la drogue doit en fait permettre aux sbires de Marcellin de perquisitionner à volonté chez les militants révolutionnaires.

La loi sur la toxicomanie est une véritable loi fasciste, dans le sillage de la loi anti-casseurs.

M. Pierre Mazeaud, responsable de cette loi fasciste n'en n'est pas à son coup d'essai.

Le texte ci-dessous, extrait d'un discours prononcé par lui à l'Assemblée Nationale le 24 octobre 1969 révèle bien la nature de la « lutte contre la drogue » que le gouvernement capitaliste prétend mener.

« Une dernière remarque m'amènera à dire que l'aspect politique de tout le problème n'est pas le moins important. Le professeur Dérobert, me précisant que l'intoxication des jeunes pouvait être enrayée car notre pays ne connaît pas les mêmes développements qu'aux Etats-Unis par exemple, m'indi-

quait cependant que la Chine, avec des techniques de la subversion psychologique dont nos jeunes intellectuels sont l'objet inconscient, s'efforçait de contaminer le monde occidental — il faudrait dire les nations capitalistes — par la drogue.

Je ne suis pas éloigné de le croire quand je vois en librairie le petit livre rouge de la drogue, frère du petit livre de la révolution sexuelle, qui a déjà été vendu à 20.000 exemplaires.

Ce petit livre, cousin germain de celui de Mao, faisant l'apologie du stupéfiant pour combattre notre société, paraît-il dépassée, commence et se termine tout naturellement par une pensée du président chinois :  
« Bravo, Herr Mazeaud !

Vous appliquez à la lettre la théorie de Goebbels selon laquelle « Plus un mensonge est gros, plus il a de chances d'être cru ».

Vous avez le culot d'accuser la Chine Populaire de trafic de drogue alors que chacun sait que l'opium fut importé de force en Chine au XIX<sup>e</sup> siècle par la guerre par les impérialistes anglo-français qui occupaient la Chine.

Ce que vous ne dites pas c'est à qui profite le trafic de la drogue.

— Au régime capitaliste dont vous représentez et défendez les intérêts et à qui il assure de bons et gras profits !

Vous ne nous ferez pas avaler votre rapprochement entre les prétendus « petits livres rouges de la drogue et de la révolution sexuelle » (dont vous savez très bien qu'ils sont l'œuvre de la bourgeoisie) et les Citations du Président Mao.

Ce qui vous fait vraiment peur, ce n'est pas la drogue mais le Marxisme-Léninisme, la pensée-maoïstetoung. Car vous vous doutez bien que le jour où ils l'auront emporté en France — et nous faisons tout pour cela — il fera mauvais pour vous et les capitalistes dont vous défendez les intérêts !

Les lois fascistes ne vous sauveront pas, Herr Mazeaud !

A BAS LES EMULES DE GOEBBELS !

A BAS LA FASCISATION !  
MORT A LA DICTATURE BOURGEOISE, VIVE LE SOCIALISME LIBERATEUR !

### LE GEL : POUR LES PAUVRES MAIS PAS POUR LES PROFITEURS !

Ces derniers temps, les plumitifs réactionnaires de « France-Soir », « Paris-Jour » et Cie... ne parlaient que d'une chose : LE FROID.

Ça leur a permis d'ensevelir des problèmes gênants tels les hausses ou les mesures de fascisation.

Parlons-en donc de cette neige ! Comment se fait-il qu'en France, pays « hautement développé » on laisse des gens crever de froid et de faim.

Pourquoi est-ce que dans l'Ardèche et dans la Drome des villages ont été isolés, privés de ravitaillement pour les hommes et le bétail dont vivent les paysans ?

Les bourreurs de crâne de la presse et de la télé se lamentent sur les conditions atmosphériques et sur la fatalité.  
Bande d'hypocrites !

Certes, la nature y est pour quelque chose, mais elle n'est pas cause de tout : c'est l'homme qui dispose de la nature. Si les secours ont été si lents et si parcimonieux ce n'est pas par hasard !

Apprenez que les CRS ne sont pas payés pour dégager la neige à coups de pelle, mais pour la répression.

Les hélicoptères sont plus utiles au Tchad pour faire la sale guerre impérialiste qu'en France pour secourir les enneigés.

En fait, les victimes du « froid » sont victimes du capitalisme.

Pour les capitalistes la sécurité sur les routes et ailleurs... c'est du profit en moins ! Tout comme les réseaux SNCF peu rentables pour les monopoles, et que le gouvernement projette de démanteler.

Le froid n'est pas venu tout seul. Avec lui c'est l'habituelle « flambée des prix ». Quand il fait froid, il faut se chauffer plus, manger plus (pour tenir le coup). Alors, les capitalistes en profitent pour faire de gros bénéfices en plus ! par exemple, aux Halles les poireaux ont triplé leur prix en 24 heures, les légumes ont tous augmenté.

Le froid ça veut aussi dire des conditions de travail encore plus pénibles surtout sur les chantiers et dans les exploitations en plein air : les travailleurs se gèlent par — 10° pour engraisser les capitalistes exploités.

Tout ça ne durera pas toujours !

Car, guidés par leur avant-garde Marxiste-Léniniste ils prendront le pouvoir, feront la REVOLUTION SOCIALISTE !

MORT AU CAPITALISME EXPLOITEUR ET AFFAMEUR !  
VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !



# L'EXEMPLE DE 1907 :

Les luttes des paysans roussillonnais que relate cette page nous incitent à rappeler le formidable combat livré en 1907 contre la misère par les petits paysans du Languedoc-Roussillon.

André Marty fut l'historien politique de cette tempête révolutionnaire, dont l'ampleur devint telle qu'éclata à Béziers une mutinerie des soldats du 17<sup>e</sup> Régiment d'infanterie. Mettant crosses en l'air, ceux-ci refusèrent de marcher contre les viticulteurs. Les cheminots pour leur part s'employèrent à empêcher d'arriver les trains bondés de forces répressives. Une large union se souda dans l'action entre ouvriers, petits paysans et soldats.

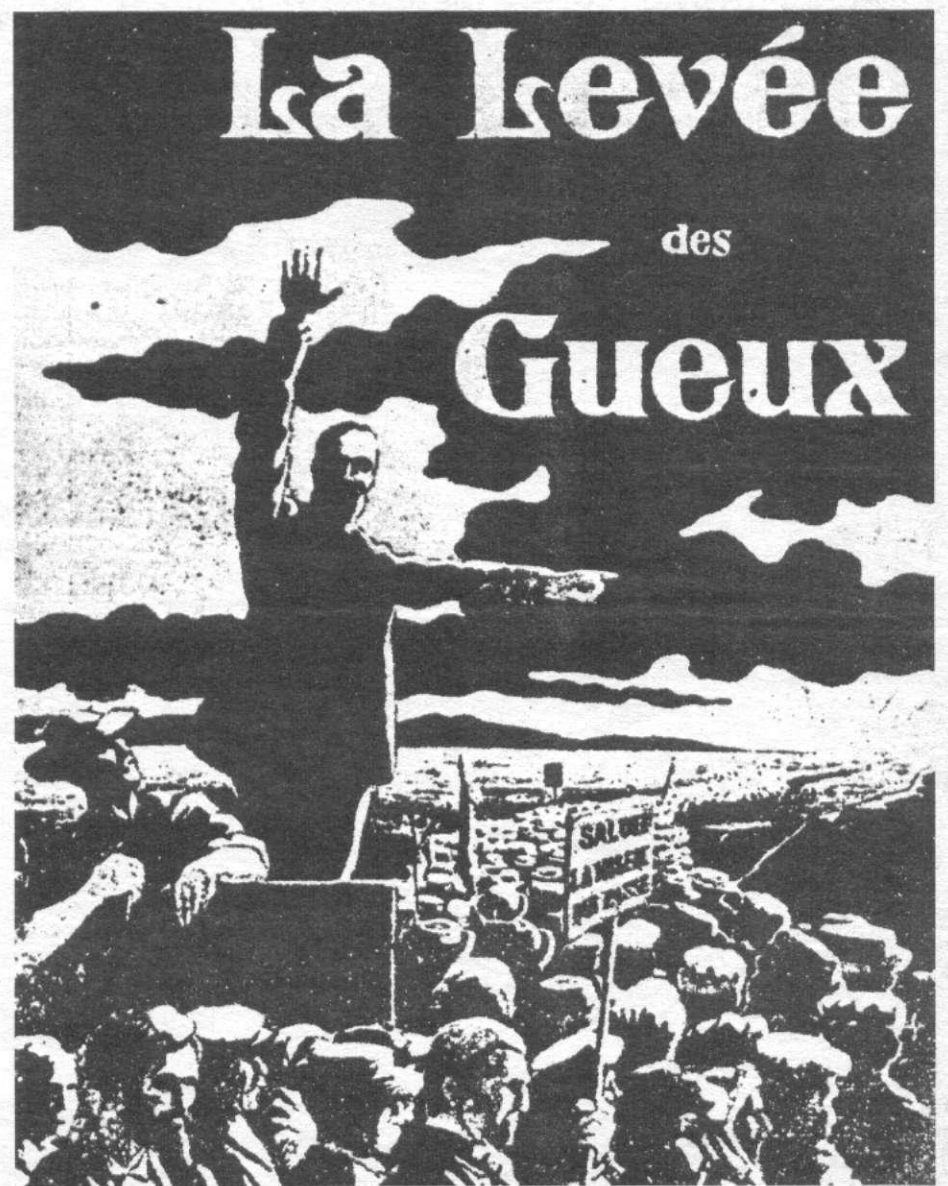
Commencée à l'initiative d'un comité de défense groupant 100 petits paysans d'Argenlières (Aude), la lutte se développa jusqu'à des manifestations de 120.000 personnes à Béziers, 170.000 à Perpignan et, le 9 juin 1907, 500.000 à Montpellier.

Ce mouvement d'ampleur exceptionnelle fut appelé par ses propres dirigeants, issus de la base des manifestants : « La levée des gueux ».

Le gouvernement dû céder sur de nombreux points. Le parlement vota en hâte une loi nouvelle contre la fraude effectuée par les gros capitalistes aux dépens des petits producteurs de vin. Les troupes et gendarmes furent retirés, les manifestants emprisonnés remis en liberté. Des exonérations d'impôt furent octroyées. Le « tigre » Clémenceau fut contraint au recul.

L'exemple inoubliable de 1907 est de nature à inspirer dans leurs combats actuels les petits paysans du Roussillon ; les ouvriers, eux-mêmes victimes de la politique agricole du Marché Commun capitaliste, ont un intérêt de classe, aujourd'hui comme hier, à appuyer concrètement la lutte de leurs alliés, les travailleurs des campagnes.

Gaston LESPOIR.



## DES COMPAGNIES DE C. R. S. POUR S'OPPOSER A LA LUTTE DES PAYSANS ROUSSILLONNAIS

Les manifestations dont nous avons parlées dans notre précédent numéro ont obligé le ministre de l'Agriculture à abroger « l'avis aux importateurs » qui autorisait l'importation de laitues et scaroles de tous pays, alors que celles cultivées par nos paysans, et bien plus belles, restaient sur le carreau.

Mais nos paysans n'ont pas été convaincus, car la perte subie au cours de la semaine dernière était catastrophique. Ils ont maintenu les manifestations prévues pour le 13 janvier et barré avec camions et tracteurs la route du Perthus par où pénétraient les camions venant d'Espagne franquiste, de 6 h du matin jusqu'à 16 h.

Vigilants, les maraîchers ont appris que malgré la décision officielle qui paraissait leur donner satisfaction, des camions de salades étaient en route venant d'Espagne. Passant outre aux consignes d'ordre et de calme prodiguées par les dirigeants de leurs organismes professionnels, ils ont poursuivi leur action. C'est ainsi que le 14 janvier un groupe de paysans (maraîchers et viticulteurs) ont contrôlé la voie ferrée reliant Le Boulou (centre de douanes) à Elne (sur la grande ligne Barcelone-Paris). Vers 11 h, un premier train a été intercepté et vérifié. 45 wagons ont été déplombés mais les oranges qu'ils contenaient purent continuer leur voyage. Par contre, dans l'après-midi, un nouveau train fut arrêté et contrôlé. Malgré la présence d'une vingtaine de gendarmes toutes les salades des 41 wagons furent éparpillées sur le ballast. Précisons que ces légumes étaient de fort mauvaise qualité. Mais les forces de « l'ordre » (capitaliste) renforcées d'abord par une compagnie de C.R.S., puis par des renforts plus importants aidés d'un hélicoptère qui survolait les lieux en permanence, ont eu provisoirement raison de la détermination des paysans en colère et un train en provenance du Boulou pu passer.

La lutte continue. Les paysans veu-

lent vivre en travaillant, ils veulent vendre le produit de leur travail et de leur sueur et non le jeter ou le détruire. Ils veulent que les travailleurs des villes puissent en profiter à des prix abordables.

Correspondant H.-R.

### LES MANIFESTANTS CHASSENT UN FLIC-PHOTOGRAPHE

Ayant reconnu parmi eux un flic de l'Identité Judiciaire en train de les photographier, les paysans l'ont pourchassé à coups de pierres et l'ont contraint à déguerpir en vitesse.



● Un beau panache...



● Un train est annoncé, les manifestants prennent position.

### DERNIERE MINUTE :

En dernière heure nous apprenons que les manifestations des paysans catalans roussillonnais continuent à Perpignan. Elles prennent même plus d'ampleur et se durcissent, rendant à certains moments, la situation tout près d'être explosive.

C'est ainsi que vendredi 15 janvier, 2.000 d'entre eux ont bloqué la voie ferrée Perpignan-Narbonne malgré la présence de 300 gendarmes et C.R.S. Car les paysans n'ont pas été dupes de l'astuce qui consiste à exporter des salades d'Espagne franquiste vers l'Italie, pour ensuite de là, selon les dispositions du Marché Commun, les introduire en France pour entretenir le marasme sur les marchés français et provoquer la ruine des paysans qui comptaient avant tout sur la vente de leurs salades pour vivre et payer leurs dettes au Crédit Agricole. Ils en ont assez d'être obligés de jeter et détruire tantôt les pêches, tantôt les pommes, tantôt les tomates... et maintenant les salades !

Ainsi donc, vendredi de 13 h à 17 h 30, aucun train de marchandises n'a pu circuler de Perpignan à Narbonne, les manifestants se couchant sur les rails, arrêtant les convois et contrôlant tous les wagons.

Malheureusement, on ne sait sur quel ordre, le conducteur d'un convoi au lieu de ralentir et de stopper, a voulu foncer au risque d'écraser des dizaines de paysans. Ceux-ci n'eurent que le temps de sauter sur les bas-côtés. Mais la colère des paysans se retourna contre le conducteur qui, lapidé par des centaines de pierres volant de tous côtés et blessé à la tête, se décida quand même à stopper son train. On peut se demander dans ces conditions ce qui serait arrivé s'il y avait eu des manifestants écrasés ! Car la colère est à son comble ! Et c'est bien pourquoi, craignant la violence révolutionnaire des paysans prête à exploser, gendarmes et C.R.S. ont préféré ne pas intervenir.

Ajoutons encore une fois que ces manifestations ne sont ni décidées ni dirigées par les syndicats professionnels ou la F.D.S.E.A., mais par les paysans eux-mêmes qui ne comptent plus que sur eux-mêmes pour obtenir satisfaction, c'est-à-dire le droit de vivre en travaillant sur leurs terres.

Correspondant H.-R.